

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/199 ACHAT AUPRES DU SICTIAM DE BAIES DE DISQUES POUR SAUVEGARDE CENTRALISEE, CONTRAT DE SUPPORT 8 ANS, ET PRESTATION D'INTEGRATION PERMETTANT AU SYSTEME D'INFORMATION DE LA METROPOLE TPM ET DE LA VILLE DE TOULON D'EFFECTUER DES RESTAURATIONS DE DONNEES		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/199

BUREAU DU 14 AVRIL 2025

**O B J E T : ACHAT AUPRES DU SICTIAM DE BAIES DE DISQUES
POUR SAUVEGARDE CENTRALISEE, CONTRAT DE
SUPPORT 8 ANS, ET PRESTATION D'INTEGRATION
PERMETTANT AU SYSTEME D'INFORMATION DE LA
METROPOLE TPM ET DE LA VILLE DE TOULON
D'EFFECTUER DES RESTAURATIONS DE DONNEES**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°13/12/241 du 12 décembre 2013 portant mise en commun des services informatiques et systèmes informatiques géographiques et création d'une direction commune des systèmes d'information entre Toulon Provence Méditerranée et la Ville de Toulon,

VU la délibération n°13/06/128 en date 26 juin 2013, portant adhésion au SICTIAM,

VU la délibération n°15/09/154 du 24 septembre 2015, portant sur l'avenant n°1 à la délibération sus visée, approuvant le retrait de compétences 1, 4, 6, 7 et 8 non nécessaires à TPM,

VU l'avenant n°1 à la délibération n°14/12/261 du 12 décembre 2014 précisant que l'ensemble des dépenses de la DSCI (commun, spécifique ville, spécifique TPM) sont portés par TPM et la Ville de Toulon,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Ville de Toulon souhaitent acquérir des baies de disques pour réaliser une sauvegarde centralisée « secourue » avec un contrat d'assistance et de support sur 8 ans intervention sous 4h,

Descriptif de la sauvegarde Centralisée :

- Fourniture de 2 baies de sauvegarde DD9410 « redondée en mode actif/passif » d'une volumétrie utile de 455 TB permettant de sauvegarder l'intégralité des données de tous les serveurs, bases de données, serveurs de fichiers, de l'ensemble des applications de la Ville de Toulon et de la Métropole,
- Un support Technique de 8 ans avec une intervention en cas de problème matériel sous 4h (GTR),
- La Prestation complète d'installation (Mise en place des baies, présentation aux serveurs de sauvegarde, aux baies de fichiers et baies de serveurs virtuels, ainsi que la réplication des anciennes baies de sauvegarde DD9300 vers les nouvelles),
- Ces baies de sauvegarde permettent également de se protéger en dernier recours contre les Cyberattaques de type (Ransomware, Cryptolocker, ...),
- En cas de problème de mise à jour d'Applications, de montée de version, de corruption de bases de données métiers « type Ressources Humaines, Finances » de suppression de Fichiers, il sera impossible de pouvoir restaurer, engendrant la perte définitive des données,
- En cas de Cyberattaques toutes les données seront cryptées sans possibilité de les restaurer,

CONSIDERANT que la Direction des Ressources Numériques Mutualisées de Toulon Provence Méditerranée a négocié avec REDiT, titulaire du marché au SICTIAM l'obtention d'une reprise de nos anciens matériels obsolètes, plus couverts par aucune garantie et destinés à la destruction. Cette reprise de ces anciens équipements est valorisée à 30 000 € HT,

CONSIDERANT que la Direction des Ressources Numériques Mutualisées de Toulon Provence Méditerranée a négocié avec le SICTIAM pour obtenir l'offre économique la plus intéressante,

CONSIDERANT que le SICTIAM est en mesure de proposer une offre correspondante aux besoins du service commun avec des tarifs négociés et optimisés,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le marché avec le SICTIAM d'un montant de 933 132,22 € TTC pour l'acquisition d'un système de sauvegarde centralisé avec contrat de support 8 ans et prestation d'intégration, pour les besoins de la Direction des Ressources Numériques Mutualisées.

ARTICLE 3

DE DIRE qu'il s'agit de besoins non individualisables (Socle Commun), que la dépense est partagée selon la clé de répartition en vigueur entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la ville de Toulon et que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025. Pour les besoins individualisables de la Métropole Toulon Provence Méditerranée : Chapitre 21, Fonction 020.1, Article 21838, Opération 2003, Service INFRA.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

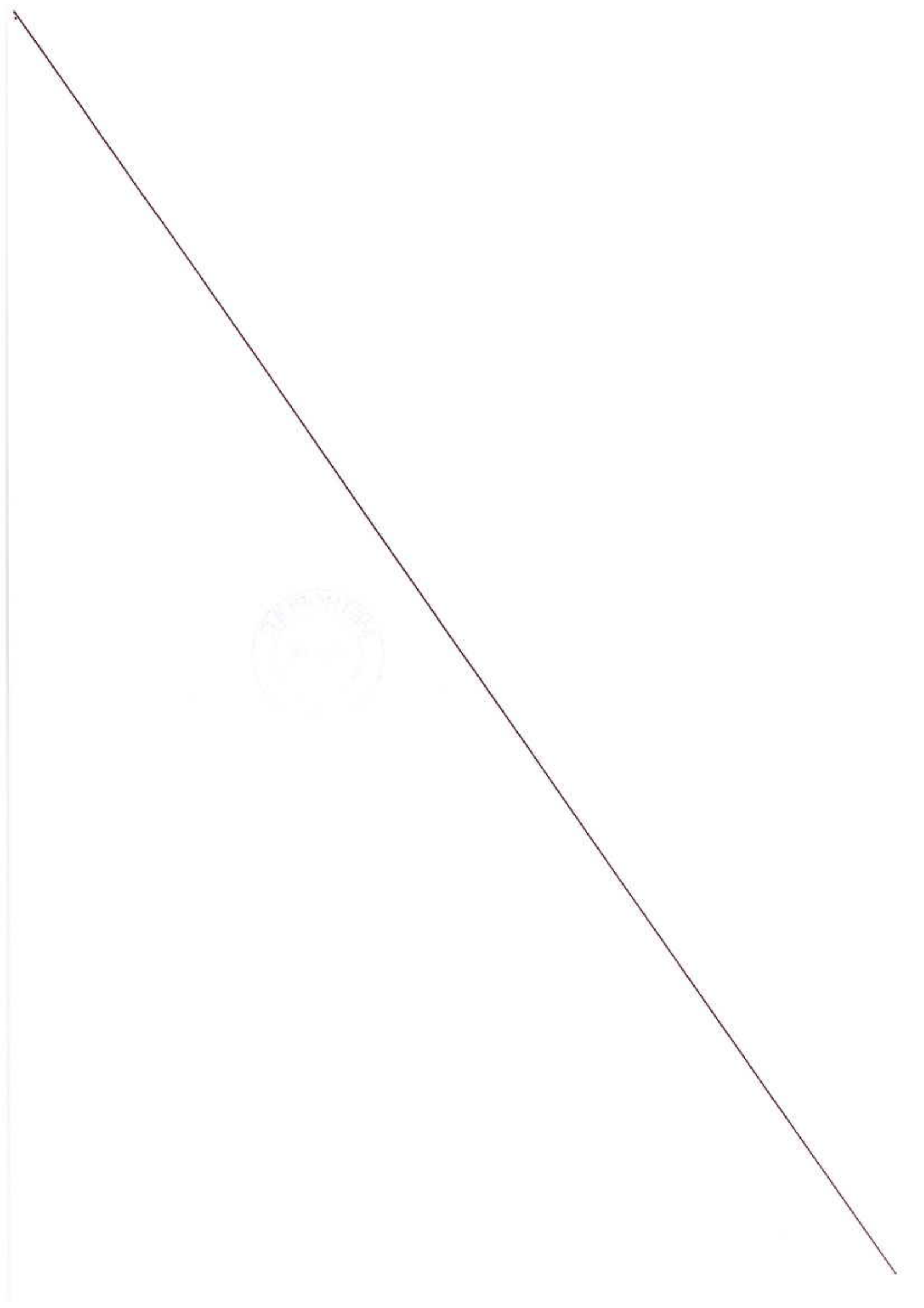
Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Service SAESI
Adhésion à l'offre du SICTIAM
Note d'opportunité



Table des matières

Service SAESI	1
Adhésion à l'offre du SICTIAM	1
Note d'opportunité	1
1. Contexte général	3
1.1 L'externalisation de l'achat auprès des Centrales d'achat (CA)	3
1.2. Cas des services de sauvegarde et de restauration	4
2. Adéquation technique de la solution sauvegarde	4
3. Performance économique de la stratégie d'externalisation de l'achat	5
4. Mise en concurrence entre centrales d'achats	5
5. Synthèse et conclusion	5

1. Contexte général

1.1 L'externalisation de l'achat auprès des Centrales d'achat (CA)

Le recours aux offres des Centrales d'achat (CA) relève d'un choix stratégique :

- soit une stratégie de principe pour certains segments d'achat considérés comme à fort enjeux de massification. Ce sont les achats stratégiques bénéficiant d'un mode de dévolution massifié, d'une expertise technique avérée, de conditions de mise en concurrence optimisées.

- soit une stratégie d'exception dans les circonstances suivantes :

- procédure de consultation non aboutie (sans suite, infructuosité).

L'externalisation de l'achat est, dans ce scénario, une solution palliative permettant de limiter les carences de fournitures, de services, avant la relance d'une procédure de consultation ;

- absence d'un marché métropolitain permettant de satisfaire un besoin ponctuel.

L'externalisation de l'achat est une opportunité pour un besoin non récurrent, standard et pour lequel l'offre des CA répond aux exigences de résultats techniques, logistiques, environnementaux/sociaux et économiques de la collectivité ;

- réponse diligente à un besoin ne pouvant faire l'objet, pour des raisons de délais dûment justifiées (commande politique, mise en conformité suite à une injonction d'un organisme de contrôle, des services de l'Etat, maintien en conditions opérationnelles d'un site métropolitain assurant des missions de service public, par exemple) d'une procédure de consultation usuelle.

L'étude d'opportunité explore à minima les thématiques suivantes :

- L'impact « politique » de la stratégie d'externalisation de l'achat ou les répercussions de l'achat sur le tissu économique local (maillage des entreprises du tissu économique de proximité pour le besoin concerné, géolocalisation du titulaire du marché de la CA sollicitée) ;

- La juste adéquation technique de l'offre aux besoins réels de la collectivité ;

- La performance économique de l'achat en comparaison d'une éventuelle mise en concurrence portée par la collectivité ;

- La répercussion juridique de l'achat externalisé au regard des comportements de l'écosystème (notion de gains) ;

- L'impact environnemental et social de l'achat externalisé à la lumière des objectifs du SPASER de la collectivité ;

- Les délais de réalisation de l'achat au regard des exigences de la collectivité ;

- L'adéquation des conditions logistiques de l'achat au regard des exigences de la collectivité.

L'étude suivante, réalisée conjointement par les services de la Direction des Ressources Numériques Mutualisées (DRNM) et la Direction de la Stratégie, du Pilotage et de l'Evaluation de l'Achat (DSPEA), explore nombre de ces thématiques.

1.2. Cas des services de sauvegarde et de restauration

La Métropole TPM et la Ville de Toulon souhaitent bénéficier d'une solution de sauvegarde et de restauration mutualisée afin de réduire les coûts.

Cet achat a pour but de renouveler une solution de sauvegarde déjà en place mais qui arrive en fin de garantie matérielle constructeur le 12 février 2025.

Ce besoin est actuellement couvert par une solution de stockage dédupliquée (réduction de la volumétrie par compression de la donnée) « DATADOMAIN » du fournisseur DELL.

La DRNM s'interroge sur l'acquisition d'une nouvelle solution de stockage dédupliquée permettant de sauvegarder l'intégralité de son infrastructure technique et applicative pour la période de 2025 à 2033 (en se basant sur la volumétrie actuelle et le taux de changement journalier de 7%).

La couverture de la sauvegarde est pour l'ensemble des entités de la Métropole et de la ville de Toulon elle couvre :

- Les serveurs (physiques et virtuels) : applicatifs / d'infrastructures / téléphonies / ...
- Les serveurs de bases de données : données RH / données Finances / ...
- Le stockage des serveurs de fichiers : Fichiers de directions / Services / ...

2. Adéquation technique de la solution sauvegarde

Avec la dématérialisation et l'augmentation de la quantité de données, la volumétrie de sauvegarde est devenue très importante 250To en 2024.

C'est pour cela que nous avons étudié, via des documentations techniques et différents tests en « LABO » les solutions les plus pertinentes et fiables du marché, qui c'est orienté vers le constructeur DELL avec la gamme DATADOMAIN et le modèle DTD9410.

Depuis quelques années, la multiplication et l'augmentation des cyberattaques dans le domaine public et privé nous ont obligés à mettre en place des solutions techniques complexes pour protéger l'intégrité de nos données contre les ransomwares, déni-de-service, cryptolocker...

La solution de sauvegarde retenue prend en compte ces différents types d'attaques, nous permettant de restaurer des données intègres.

3. Performance économique de la stratégie d'externalisation de l'achat

Les estimations sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Objet	Réponse	Commentaires
Garantie a minima du matériel	8 ans	
Estimation financière en € HT	800 000 HT en 2025	Volumétrie estimée pour 8 ans (sauf quantité de données imprévus)
Montant maximum du budget prévu sur 2025	1 000 000€ TTC	
Périmètre	L'ensemble des données Métropolitaine, de la Ville de Toulon et des entités conventionnées (Opéra, CCAS...).	

4. Mise en concurrence entre centrales d'achats

Nous avons demandés aux centrales d'achats SICTIAM et UNIHA titulaire du matériel DELL de nous transmettre un devis identique comprenant :

- Le matériel avec support 8 ans en intervention sous 4h.
- La prestation d'intégration.
- La reprise et la valorisation des anciennes baies de sauvegarde.

5. Synthèse et conclusion

Nous pouvons donc établir la synthèse suivante :

- Proposition UNIHA : **999 000,55 € TTC**
- Proposition SICTIAM : **933 132,22 € TTC**

Nous proposons donc d'effectuer l'achat auprès de la centrale d'achat SICTIAM, dont le titulaire du lot 1 Marché n° 2021FTIC29 est REDiT.

Date du devis : 7 février 2025
Devis valide jusqu'au : jusqu'au 15/03/2025

Client :		Contact	
NOM :	Métropole Toulon Provence Méditerranée	Nom / Prénom :	M CARDAMONI Damien
Adresse :	107 boulevard Henri Fabre - CS30336	Tel :	04 94 05 35 51
Code Postal Ville :	83041 - Toulon	Email :	dcadamoni@metropoletpm.fr
France :			
Livraison		Contact Livraison	
NOM :	Métropole Toulon Provence Méditerranée	Nom / Prénom :	M CARDAMONI Damien
Adresse :	Service Architecture et Exploitation des SI	Tel :	04 94 05 35 51
Code Postal Ville :	Rue Nicolas Appert	Email :	dcadamoni@metropoletpm.fr
France :	83100 Toulon		

Désignation	Référence	Prix Catalogue hors taxes	Remise sur Prix Catalogue	Prix Unitaire hors taxes	Quantité	Montant Total hors taxes	Disponibilité (jour ouvré)
Catalogue "DATADOMAIN" ligne 2							
Baie DD9410 - 600TBr soit 455TBr - Support 5 ans 24/7 H+4 avec mise à jour à distance incluses	210-BLXQ-27523413	2 612 898,88 €	87,54%	325 455,55 €	2	650 911,10 €	20
Contrôleur DD9410, NFS CIFS 1 x CARTE POUR OCP 10/25G BROADCOM A 1 x HBA FC 32 Gb à quatre ports 2 x ADAPTEUR DE BUS Hôte DD 12G 4 PORTS, SAS, PROFIL BAS, V2 5 x 3,84 To, SAS-4, SSD, 1 écriture/jour, ENT, INT 2 x ÉTAGÈRE DS600 avec un total de : - 30 disques 8To SAS pour l'OverProvisionning - 75 disques 8To SAS pour les données 1 x LICENCE BASE DD OE =1A 600 x DD Boost 1To=CB 600 x Haute densité, actif, 1To brut=CB 600 x DD Replication 1TB=CB 1 x Virtual Base Cyber Recovery VP 1 x Cyber Recovery Vault =IC ProSupport avec Service sur site en 4 heures 60 mois							
Catalogue "DATADOMAIN" ligne 3							
Option - Extension du support 3 ans supplémentaires à l'acquisition - ProSupport avec Service sur site en 4 heures	3Y-SUPP-4H-ACQ	1 175 804,00 €	93,97%	70 918,54 €	2	141 837,08 €	20
Catalogue "DATADOMAIN" ligne 4							
Reprise d'une baie DataDomain existante DD9300 avec 4 extensions - Type #1	REP-DD-1	-15 000,00 €	-	-15 000,00 €	2	-30 000,00 €	
S/N : CCM00194800211 et CCM00194800213 120*2,73TIB et 60*3,64TIB par baie							
Niveau Chef de Projet (articles 6.4.2 et 6.4.6 du CCTP, tous frais annexes inclus)	P.14	585,00 €	BPU	585,00 €	2	1 170,00 €	
Niveau Architecte (articles 6.4.2 et 6.4.6 du CCTP, tous frais annexes inclus) - Journée	P.6	927,00 €	BPU	927,00 €	14	12 978,00 €	
Niveau Technicien/Exploitant (articles 6.4.2 et 6.4.6 du CCTP, tous frais annexes inclus)	P.2	357,00 €	BPU	357,00 €	2	714,00 €	
TOTAL HT						777 610,18 €	
Total TVA 20%						155 522,04 €	
TOTAL TTC						933 132,22 €	

Mandataire :		Contact : contact.sictiam@redit-gie.fr	
SITE RED IT 260 Rue Denis Papin Domaine du Tourillon 13857 Aix en Provence Cedex3		Mme Gautelier Lynda Tel : +33 6 19 56 20 20 Mail : lynda.gautelier@com-network.fr Siret : 682 628 654 00015	M. Agnedani Ludovic Tel : +33 6 43 95 94 16 Mail : ludovic.agnedani@emvnetdigital.mv
Cotraitant en charge de la prestation :		Contact	
COM NETWORK 260 Rue Denis Papin 13857 Aix en Provence France		Mme Gautelier Lynda Tel : +33 6 19 56 20 20 Mail : lynda.gautelier@com-network.fr Siret : 682 628 654 00015	

Modalités de facturation
Réglementation - CCAG TIC 2021 - Article 12
Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance "..."
12.1.1. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

La Facturation sera effectuée, sous la responsabilité du mandataire, directement par le Cotraitant en charge de la prestation

Pour la collectivité

Pour le président,
Par délégation